

Mgr Simon ne veut pas manifester

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Communication P](#), [Culture de Vie](#), [Diocèses](#), [En Une](#), [Identité catholique](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 30 janvier 2014



Mgr **Hippolyte Simon**, archevêque de Clermont, signe une tribune dans [La Croix](#) pour expliquer qu'il ne manifestera pas dimanche prochain contre la loi Taubira, le gender, la PMA ou la GPA. A ceci près que Mgr ne parle que de l'avortement. Il y a tout lieu de croire que sa tribune a été publiée avec 2 semaines de retard. Ou alors il ne suit pas l'actualité.

Plus sérieusement, Mgr Simon oppose, comme de nombreux évêques, l'action locale et individuelle en faveur du respect de la vie, et l'action nationale, à valeur de témoignage, visant à briser l'omerta médiatique et à interpeller les politiques. C'est dommage car les personnes qui oeuvrent chaque jour dans les associations de soutien aux mères en détresse (oui en détresse malgré ce que peut voter le Parlement) ont besoin aussi de se redonner du courage, de "faire le plein". Et c'est bien l'objet de cette marche pour la vie, laquelle permet aussi de faire naître des engagements à oeuvrer au sein des associations pro-vie.

Mais c'est trop subtil pour Mgr Simon, qui en prend prétexte pour refuser de se joindre à ses confrères dimanche prochain et qui prend le soin de l'écrire dans le quotidien officiel de la CEF :

"La prise de position de plusieurs de mes frères évêques, concernant la manifestation annoncée pour le 2 février, me vaut beaucoup de questions de la part de mes diocésains?: « *Irez-vous manifester vous aussi??* » Je comprends ces interrogations. Une analyse trop rapide pourrait laisser penser que les évêques qui n'iront pas manifester, ou bien manquent de courage, ou bien se font complices d'un pouvoir politique entêté dans sa lutte contre la famille. Ce n'est pas aussi simple. Et je vais essayer de m'expliquer.

Moi aussi, je suis choqué par un gouvernement qui s'obstine à ne pas entendre les avertissements de celles et

ceux qui le mettent en garde contre des dérives libérales-libertaires qui ne conduisent qu'à réinstaurer la loi du plus fort au détriment des plus faibles. Je comprends que les citoyens qui ont, à plusieurs reprises, manifesté contre la loi sur le mariage – dit « pour tous » – soient amers d'avoir été méprisés à ce point par le président de la République et par le gouvernement. Je comprends que ces mêmes citoyens aient envie de continuer leur mouvement. Mais, pour autant, devons-nous y participer, comme évêques, au risque de lui donner un caractère confessionnel??

Je respecte le choix de mes frères qui iront manifester le 2 février. Ils ont la liberté de penser et de dire que cette façon d'agir est utile au témoignage qu'ils veulent donner. J'ai donc aussi la liberté de penser et de dire pourquoi je n'irai pas avec eux. Je suis sûr qu'ils respecteront, eux aussi, le choix que je pose en conscience. Nous n'avons pas de divergence sur le fond. Nos divergences portent sur la méthode.

Je pense qu'il n'est pas nécessaire de rappeler notre position?: celle-ci est claire, constante et bien connue. Il faut s'interroger sur la manière dont elle est reçue. Or il faut bien observer ceci?: dans l'opinion publique, les manifestations contre le « mariage pour tous » sont perçues comme étroitement liées à celles relatives à l'avortement. On ne peut pas les séparer, car notre attitude vis-à-vis du mariage retentit inévitablement sur la manière dont nous sommes compris par les personnes concernées par une interruption de grossesse. Or, dans cette situation, il ne s'agit pas pour nous de prendre une initiative pour secourir un enfant abandonné. Il s'agit au contraire d'espérer qu'une femme, en détresse devant la révélation d'une vie qui s'annonce en elle, osera traverser la rue pour venir sonner à la porte de la maison paroissiale, du presbytère, de l'aumônerie du lycée ou d'une association d'accueil.

À plusieurs reprises, et comme beaucoup d'autres prêtres, il m'est arrivé d'accueillir dans mon bureau une femme qui venait me confier sa détresse. Après avoir pleuré, demandé conseil, essayé de prier, cette femme a finalement décidé de garder l'enfant qu'elle portait. Et cet enfant fait aujourd'hui la joie et la fierté de sa mère. Pour ma part, je n'ai rien fait d'autre que d'essayer d'écouter ces femmes et de les inviter à réfléchir. Pour le reste, c'est le secret de leur décision intime. Malheureusement, il est aussi arrivé que des femmes, après cet entretien, aient suivi les conseils de leur entourage immédiat qui les incitait à ne pas garder l'enfant annoncé. Mais qui serions-nous pour aller les dénoncer??

Mais comment faire pour venir au secours des enfants dont la mère, placée devant la révélation qu'ils sont là, n'éprouve d'abord qu'angoisse et tristesse?? Ce que me semblent oublier les gens qui manifestent avec trop de force, c'est tout simplement ceci?: pour sauver un enfant encore blotti dans le secret du sein maternel, il n'y a qu'un seul chemin, celui qui consiste à parler à la conscience de sa mère. Tout le reste serait violence... Or, pour pouvoir parler à la conscience de cette femme, encore faut-il qu'elle ose venir nous parler la première ou que ses amis intimes, à qui elle a confié son secret, l'incitent à venir nous parler. Et l'expérience pastorale me montre que cette confiance est fragile, et bien difficile à gagner...

J'ajoute que cet engagement pour la vie doit commencer bien avant ces situations de détresse. C'est ici que nous sommes attendus. Nous pouvons à juste titre dénoncer les carences de certains représentants de l'État, mais il me semble que nous avons surtout besoin de retrouver notre crédibilité au sein de la société civile. La vraie question, sans doute la plus difficile, est de susciter la libre adhésion des jeunes qui ont à construire leur personnalité. Là, nous pouvons tous nous retrouver. Que l'Esprit nous soit en aide?!"